



Serge Proulx
« Mondialisation et mouvements
d'affirmation identitaire : expressions
possibles de la société civile
internationale », in Francis Jauréguiberry
& Serge Proulx (sous dir.), *Internet,
nouvel espace citoyen?*, Paris,
L'Harmattan, 2002, pp. 13-30.

CHAPITRE 1

MONDIALISATION ET MOUVEMENTS D'AFFIRMATION IDENTITAIRE : EXPRESSIONS POSSIBLES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE INTERNATIONALE

« Il faut commencer un débat d'idées
sur les modalités pratiques de
l'établissement de la démocratie mondiale,
au lieu de continuer à nous plaindre du
manque d'action des autres. »

Troy Davis

Attardons-nous sur deux tendances qui caractérisent simultanément les transformations sociales et culturelles dans le monde d'aujourd'hui, tendances parfois en synergie, souvent en contradiction (Castells, 1999)¹. La première tendance coïncide avec une globalisation de l'économie. Quoiqu'assez ancienne, cette tendance s'est particulièrement accélérée depuis la fin des années 1980. Ce mouvement d'accélération est en conjonction évidente avec le développement redoublé à l'échelle de la planète des technologies d'information et de communication (TIC) et des médias. La seconde tendance recouvre une série de mouvements d'affirmation identitaire qui se sont exprimés vigoureusement dans le dernier quart de siècle. Ces expressions identitaires ont pour noms mouvements communautaires ou associatifs, écologisme, nationalismes, affirmations souverainistes des petits pays, affirmations identitaires des peuples autochtones, féminismes, mouvements homosexuels, fondamentalismes religieux. Ces mouvements sont bien sûr diversifiés quant à leur importance historique ou politique respective ou du point de vue de leurs plate-formes de revendications idéologiques. Bien évidemment, certains de ces mouvements ne sont pas nés dans le dernier quart de siècle et sont historiquement plus anciens. Mais, indépendamment de ces disparités et divergences entre eux, on pourrait soutenir avec Castells que ces mouvements d'affirmation inscrivent leurs singularités identitaires soit comme une *position de repli*, soit comme l'expression d'une *opportunité stratégique* face à la tendance globalitaire.

Je vais d'abord présenter ce que l'on a coutume de désigner par cette expression de *globalisation de l'économie* pour ensuite décrire le rôle crucial du contrôle des réseaux numériques de communication dans ce processus. Après une réflexion critique concernant la réactualisation de la pensée planétaire à l'ère des réseaux, je développerai l'hypothèse voulant que des solidarités citoyennes émergent de certaines actions des nouveaux mouvements d'affirmation identitaire en contexte de globalisation. Ces nouvelles solidarités témoignent de l'émergence possible d'un nouvel Acteur historique dans l'arène de la gouvernance mondiale : un nouvel Acteur communautaire qui agit globalement en tant que porte-parole de la société civile internationale.

1- UNE GLOBALISATION DE L'ECONOMIE

¹ Ce texte constitue une version remaniée et actualisée de : Proulx, 2001.

Phénomène déjà très ancien, les transactions commerciales à l'échelle mondiale se sont intensifiées depuis les années 1950-1960. Ce mouvement d'intensification du commerce à l'échelle mondiale s'est poursuivi au point où aujourd'hui, à l'échelle du droit international, c'est le « droit du commerce » qui s'impose largement et au détriment d'autres droits tout aussi fondamentaux comme le droit au travail, le droit à la santé, le droit de communiquer librement. Pensons au dossier dit de l'*exception culturelle* mettant en relief l'importance du respect de l'autonomie des différentes populations de la planète à produire et à diffuser leur propre culture. Il appert que cette question de l'exception culturelle est traitée comme un sous-ensemble du dossier du commerce international géré à l'échelle des organisations internationales (OMC).

En symbiose avec ce triomphe du commerce et du marché global, l'explosion des technologies de l'information a accompagné l'émergence d'un nouveau type d'activités économiques de nature essentiellement spéculative. Voilà en effet que l'on connaît depuis une décennie, une accélération considérable des échanges de capitaux (due aux transferts transfrontières électroniques instantanés des données, ce qui a pour conséquence une généralisation de la monnaie électronique), ce qui amène la constitution d'une *économie financière* essentiellement spéculative, de plus en plus importante en regard de l'*économie réelle* fondée sur la production et les échanges effectifs de biens et services. La réduction significative du temps requis pour effectuer les transactions financières est particulièrement remarquable. Celles-ci sont d'ailleurs parfois anticipées et gérées automatiquement par des logiciels prenant en compte des seuils spécifiques déterminés à l'avance par les acteurs financiers.

Sous l'effet simultané d'un relâchement des réglementations concernant les transactions financières et du développement accéléré des TIC, on assiste à la création d'une *sphère financière globale* où s'intègrent et convergent les marchés locaux, les places financières nationales et les centres de coordination internationaux. Cet élargissement planétaire de la déréglementation (suppression ou assouplissement des règles ou règlements considérés comme nuisibles au bon fonctionnement de l'économie de marché) fait suite au démantèlement (1971) des Accords de Brenton-Woods (1944) qui avaient posé le principe d'une régulation des flux de capitaux tout en favorisant un accroissement des échanges économiques. En cohérence avec l'idéologie néo-libérale,

devenue dominante à l'échelle planétaire depuis la Chute du Mur de Berlin (1990), ce démantèlement a eu pour conséquence l'abandon de la régulation des flux économiques à l'échelle mondiale, ce qui a favorisé une *globalisation du capitalisme* à l'ensemble de la planète. Va-t-on vers la création d'un *marché global* ? Cette globalisation du marché – déjà effective dans certains secteurs – est définie comme la nouvelle phase de développement des entreprises transnationales capitalistes. Parallèlement, on assiste à une ré-organisation radicale des firmes marquée par le néo-fordisme : accélération des fusions et concentrations, organisation flexible et structuration en réseaux, *délocalisation* i.e. production de biens dans les pays à bas salaires destinés à être exportés ensuite dans les pays où le pouvoir d'achat est élevé. Le discours sur la globalisation – et la « *glocalisation* » – des marchés devient le discours idéologique des managers des multinationales et des dirigeants politiques des puissances occidentales.

2- LE CONTRÔLE DES RESEAUX NUMERIQUES DE COMMUNICATION, ROUAGE ESSENTIEL DE LA MONDIALISATION

Les médias et les TIC apparaissent comme une infrastructure essentielle à la mondialisation. La création de réseaux de télécommunication à l'échelle planétaire a été favorisée par une triple évolution des techniques : la *numérisation* des signaux; la *convergence* de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel; l'émergence et la dissémination des dispositifs d'*interactivité* tant au niveau de la production-crédation des contenus qu'à celui du design des interfaces (humains/ordinateurs). Économiquement, un important mouvement de fusions d'entreprises et de concentration industrielle (télécommunications, informatique, audiovisuel) a caractérisé les années quatre-vingt-dix mais ce mouvement semble s'essouffler depuis le début de la décennie 2000. Ainsi, le contrôle de la convergence des industries de la communication (radiotélédiffusion, télécommunication et téléphonie réunies) — production, promotion, diffusion et distribution — appartient dorénavant à quelques méga-entreprises intercontinentales dont les sièges sociaux sont situés dans moins de dix pays: États-Unis (Time-Warner, AT&T, Disney, Viacom), Asie (Japon : NTT, Sony, NHK ; Chine : China Telecom), Europe (Vivendi Universal, Deutsche Telekom, Groupe des chaînes publiques ARD, Groupe privé CLT-UFA), Australie (NewsCorp), Brésil

(Globo), Mexique (Televisa). (George, 2002)². Les domaines industriels des télécommunications et de la téléphonie représentent des sommes économiques plus importantes que les secteurs de la radiodiffusion et de la radiotélévision. Il faudra ainsi suivre de près l'évolution du contrôle économique de la convergence : les entreprises fusionnées et à dominante de téléphonie ou de télécommunication joueront-elles un rôle nouveau et significatif dans la redéfinition et les transformations des industries du divertissement électronique ?

Les médias et les réseaux de communication jouent un triple rôle-clé dans le processus de mondialisation. Premièrement, ils constituent un mécanisme essentiel de la mondialisation économique : ils jouent un rôle fondamental dans les processus d'échange instantané et de diffusion planétaire en temps réel des données économiques et de la monnaie électronique qui assurent le fonctionnement quotidien des transnationales, la construction de l'interdépendance économique entre les États et la globalisation financière entre les différentes régions de la planète. L'économie-monde d'aujourd'hui (devenue *économie capitaliste globalisée*) ne peut se concevoir sans la mise en place des réseaux et dispositifs pour assurer une communication instantanée des données dans les principales parties du monde. Deuxièmement, les médias en tant que véhicules de contenus jouent un rôle capital dans la promotion de l'idéologie libérale globalitaire à partir des foyers privilégiés de diffusion que constituent d'une part, les grands États dominants de la « Triade » (Union européenne, Amérique du Nord et Asie) et d'autre part, les grandes entreprises transnationales.

Troisièmement, on pourrait faire l'hypothèse que les nouveaux réseaux de communication participent à l'invention possible de nouvelles formes de solidarité citoyenne. Je voudrais insister ici sur le rôle politiquement vital que les nouveaux réseaux numériques (et en particulier, les dispositifs, protocoles et réseaux réunis sous l'appellation Internet) peuvent jouer dans la dynamique de développement des forces sociales du changement. La mise à disposition auprès des acteurs sociaux de moyens techniques permettant l'invention de modes nouveaux de résistance culturelle, l'expression de formes possibles de solidarité citoyenne pouvant émerger précisément à partir d'une utilisation judicieuse de ces réseaux d'échange planétaire d'information et de communication (Gingras, 1996 ;

² Pour consulter les données les plus récentes, se rendre sur le site de l'IDATE : <http://www.idate.fr/fr/cle/index.html>.

Bardini & Proulx, 2002). Ainsi, le simple recours au courrier électronique facilite les échanges internes et la coordination au sein d'un mouvement, ce moyen pouvant constituer par ailleurs un outil efficace pour faire pression auprès des élus. Les listes et les forums de discussion permettent d'approfondir les débats démocratiques autour d'enjeux sociopolitiques ou du choix de stratégies de luttes pertinentes. Enfin, la recherche d'information auprès de banques de données (offertes dans les sites les plus divers) facilite la constitution de dossiers étoffés et bien argumentés, ce qui constitue une condition nécessaire pour la participation à de nombreux débats sociaux traitant de questions parfois relativement spécialisées, complexes et techniques. Il ne s'agit pas d'adhérer ici à un *déterminisme technologique* qui conclurait à l'émergence de nouveaux réseaux globaux de solidarité sociale du simple fait de l'existence de réseaux techniques de transmission à l'échelle planétaire. L'émergence d'une conscience citoyenne suppose au contraire une nécessaire distanciation vis-à-vis des illusions de l'idéologie du progrès.

Cela n'empêche pas de prendre acte que les nouveaux réseaux techniques peuvent constituer une infrastructure incomparable pour assurer l'émergence et la perpétuation de réseaux de solidarité entre les individus, les groupes, les associations qui cherchent aujourd'hui à promouvoir la nécessité d'autres logiques, alternatives à celle du marché, pour orienter le développement et les transformations sociales à l'échelle planétaire. Les nouveaux systèmes de communication médiatisés par l'informatique et les réseaux numériques planétaires donnent naissance à des formes inédites (relativement indépendantes des contraintes d'espace et de temps) de communication et d'échange entre les personnes qui peuvent déboucher sur des formes nouvelles de réseaux sociaux. D'où la pertinence des débats publics autour d'Internet, facteur ou non de transformation des rapports sociaux (production, consommation, loisirs, vie quotidienne) : Internet peut-il en effet faciliter la création de nouvelles solidarités citoyennes ?

Prenons ici un exemple. Il s'agit du cas des réseaux de militants dans le domaine des médias associatifs et communautaires. Le chercheur canadien Alain Ambrosi a ainsi observé depuis le début des années 1990, la multiplication rapide de mobilisations diverses émanant de réseaux de militants dans les domaines de la radio, de la vidéo, de la télévision et de l'informatique communautaires, initiatives rendues possibles du fait de l'existence d'Internet et qui se réclament d'un projet de

communication démocratique à l'échelle globale (Ambrosi, 1999, p. 99-100) : « Phénomène nouveau depuis environ deux ans, ces organisations forment des réseaux 'transnationaux' qui consistent à fédérer les réseaux nationaux ou internationaux déjà existants ». Alain Ambrosi, dans son analyse, met en relief l'émergence d'une nouvelle conscience du fait que les réseaux transnationaux communautaires et associatifs peuvent constituer un nouvel acteur représentant la société civile dans l'espace politique global :

« Nous constatons que ces nouveaux réseaux, par les propositions qu'ils avancent et les actions qu'ils posent ne se cantonnent plus aujourd'hui à animer et développer la vie démocratique au sein des sociétés civiles en y créant des espaces médiatiques ou en suscitant des mobilisations citoyennes autour du thème des médias. Ils émergent aujourd'hui dans *l'espace politique global* non seulement comme un interlocuteur dans les débats sur la démocratisation de la communication et de la société mais de plus en plus comme un acteur appelé à participer dans différents champs d'activité et ainsi influencer sur les décisions pour une démocratisation des structures de communication. » (Ambrosi, 1999)

3- INTERNET ET LA REACTUALISATION DE LA PENSEE PLANETAIRE DE MCLUHAN³

Parlant du rôle essentiel des communications dans le processus de mondialisation, une expression viendra immédiatement à l'esprit de plusieurs : le « village global », métaphore popularisée pendant les années soixante par Marshall McLuhan. Avec la dissémination contemporaine du réseau Internet, plusieurs commentateurs ont fait valoir que la pensée de McLuhan était sans doute plus actuelle et davantage pertinente pour les années 1990 qu'elle pouvait l'être dans les années soixante (Dery, 1995). Ainsi, le magazine (branché, on ne peut mieux dire) *Wired* a fait de McLuhan son oracle, sa figure mythique. Le premier numéro (1993) s'ouvrait sur cette citation de McLuhan tirée du livre *The Medium is the Message* : « Electric technology (...) is reshaping and restructuring patterns of social interdependence and every aspect of our personal life. » C'est l'idée de « village global » qui retient certainement le plus fortement l'attention aujourd'hui puisqu'elle paraît en parfaite résonance avec la pénétration

³ Version modifiée et actualisée d'un article antérieur: Proulx, 1999b.

transnationale du réseau Internet. La planète ne ressemble-t-elle pas à un immense « cerveau planétaire » (l'expression est ici celle de Joël de Rosnay) dont les neurones seraient constitués des millions de micro-ordinateurs branchés et les synapses correspondraient aux multiples connections par câbles et satellites ? La *conscience planétaire* serait alors produite à travers les millions de transactions effectuées dans cette noosphère électronique et informatique. Du fait de cette abolition des distances par la communication électronique, la planète ressemblerait ainsi à un « village global » dans lequel les relations de voisinage seraient redéfinies : les *communautés virtuelles* du village global remplaceraient les anciennes communautés villageoises.

La thèse de McLuhan prônant l'avènement du « village global » postule qu'en raison des communications électroniques omniprésentes et instantanées, les vies quotidiennes des individus solitaires seraient dorénavant enchevêtrées. De plus, ces interconnexions multiples engendreraient une *conscience planétaire*, conscience globale qui retrouverait, aux dires de McLuhan, une dimension émotive primitive (mythique, acoustique, tribale). Ainsi, dans certains moments extraordinaires, les humains du monde entier pourraient partager instantanément les mêmes émotions, respirer collectivement au même rythme, prendre part à la même solidarité planétaire. Des exemples plus anciens viennent à l'esprit : le couronnement d'Elizabeth II, l'assassinat du président Kennedy puis celui de son meurtrier présumé, les premiers pas de l'humain sur la lune, les images de la guerre au Vietnam, celles de la détresse au Bangladesh. Des images plus récentes également : les images aseptisées et faussement neutres de la Guerre du Golfe, celles apparemment plus réalistes de la Bosnie, les conflits en Somalie, le génocide au Rwanda. Et après le drame du Kosovo, comment ne pas évoquer les images insoutenables des colonnes de déportés kosovars ? Il reste que depuis le 11 septembre 2001, l'imaginaire social occidental est marqué à tout jamais par ces images hyperréalistes des avions glissant dans les tours du World Trade Center qui implorent et s'effondrent en faisant périr près de 3 000 humains. Cet événement historique nous a fait basculer vers une réarticulation importante des équilibres et des rapports de force entre les puissances mondiales à l'aube du vingt-et-unième siècle. Le radicalisme islamiste des terroristes de l'Al-Qaïda a réveillé le lion impérial : par sa riposte militaire, politique et

diplomatique, la puissance états-unienne a affirmé avec force et efficacité, sa domination militaire et géopolitique sur la planète.

Dans un article publié en 1995, Mark Dery posait une question fort pertinente : « les télécommunications telles que nous les connaissons aujourd'hui ont-elles permis la *réalisation effective* de l'anticipation macluhanienne du *village global* ? » Les télécommunications ont certes permis d'abolir les distances et d'affaiblir les frontières culturelles. Mais la thèse du village global supposait fondamentalement pour McLuhan qu'à partir de l'interconnectivité électronique des réseaux mondiaux et de la participation médiatique active des téléspectateurs émergeraient des pratiques de solidarité autant que d'engagement social réciproque des individus les uns vis-à-vis les autres. En d'autres mots, selon l'hypothèse de McLuhan, de la participation médiatique à l'échelle planétaire émergeraient des pratiques d'engagement social d'un nouveau style : « In the electric age, we necessarily participate, in depth, in the consequences of our every action... the electric implosion... compels commitment and participation. » (M. McLuhan, *Understanding Media*, cité par M. Dery, p. 25). Mais, alors que les exemples de l'opposition généralisée à la Guerre au Vietnam ou de mobilisation humanitaire pour la Somalie ou d'opposition généralisée au régime des Talibans en Afghanistan peuvent illustrer ce type de *conscience planétaire* en émergence, force est de constater que les événements de Bosnie ou du Rwanda agissent comme des contre-exemples. Aujourd'hui, la conscientisation planétaire et les solidarités sociales et politiques à l'échelle globale sont désespérément fragiles. Il apparaît évident que ni l'engagement ni le désir de participation ne surgissent spontanément du simple fait de l'installation à l'échelle planétaire de cette formidable quincaillerie de télécommunication.

Par ailleurs, il y aurait une fatigue des masses silencieuses en regard de la compassion sollicitée à travers les appels médiatisés à la charité et aux causes humanitaires. Devant certaines images difficilement supportables en provenance du Tiers Monde, plusieurs téléspectateurs occidentaux préféreront regarder ailleurs, ce qui veut dire : « changer de chaînes »... Aujourd'hui, le spectacle télévisé est le plus souvent le produit de stratégies de manipulation déployées par les acteurs industriels, politiques ou militaires qui contrôlent (avec un relatif degré d'incertitude bien sûr quant aux réponses possibles des téléspectateurs) le déroulement des événements, les médias étant utilisés dans la construction même de ces événements. Ainsi, dans le cas des

images de la guerre du Kosovo, plusieurs observateurs ont signalé que ces images avaient été partie intégrante d'une stratégie de propagande de la part de l'OTAN qui avait pour objectif de légitimer dans l'opinion publique le fait même de l'intervention armée de l'OTAN.

La réalité du « village global » serait bien plutôt de nature marchande et peu susceptible d'engendrer de nouvelles solidarités sociales ou politiques. Le « village global » serait concrètement davantage fragmenté en une multitude de sous-réseaux d'interlocuteurs correspondant à des groupes d'individus partageant entre eux des intérêts privés spécifiques. Nous sommes ici très loin du rêve utopique d'un nouvel espace public électronique démocratique et planétaire. À l'heure des communications globales et instantanées (comme celles du réseau CNN), quel pouvoir reste-t-il aux téléspectateurs citoyens? Plusieurs militants associatifs ou politiques sont tentés de mettre leur espoir en l'existence du réseau Internet. Le déploiement spectaculaire de ce dernier provoque en quelque sorte un renouvellement du rêve utopique de la résistance citoyenne qui serait favorisée par ces nouveaux réseaux planétaires, le cas de la contestation à l'échelle planétaire de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) par le groupe ATTAC étant considéré comme l'exemple emblématique de cette nouvelle espérance utopique (voir : George, 2000). L'ambivalence des potentialités géopolitiques d'Internet appelle une posture épistémologique nuancée de la part des observateurs. Celle-ci doit être marquée à la fois par une *ouverture* vers les possibilités que peuvent amener la technique et, en même temps, on se doit de rester vigilants et *critiques* face aux illusions que le déploiement de la technique peut engendrer.

4- DE NOUVELLES FORMES DE SOLIDARITÉ ?

Le processus de mondialisation aurait tendance à limiter le registre des actions possibles des individus au champ unique de la *consommation* au détriment du champ des *actions proprement politiques*. En d'autres termes, l'individu serait de moins en moins défini comme un citoyen ayant droit de regard et droit d'intervention dans l'espace citoyen des décisions politiques et publiques. Dans la société mondiale de la communication, l'individu serait le plus souvent réduit à n'assumer qu'un rôle de consommateur face à l'ensemble des messages qui lui sont offerts dans le cadre d'un marché ayant à

la fois des caractéristiques locales, nationales et globales. Alors que le consommateur est défini par la publicité comme étant le «roi» du monde merveilleux de la marchandise, la réalité d'un marché régi par les règles de la concurrence mondiale lui est présentée comme une fatalité (Proulx, 1999a). La seule manière de pouvoir dire que « le marché n'est pas une fatalité » consiste pour l'individu à affirmer et à assumer son rôle de citoyen. La problématique de la citoyenneté renvoie à la capacité pour les individus d'agir effectivement sur leur propre destin en tant que *subjects* autonomes. Or, comment les individus peuvent-ils exprimer leur volonté d'affirmation et de résistance dans un contexte de mondialisation où la logique transnationale du marché global est si puissante que même les États-nations doutent de leur propre capacité à préserver leur souveraineté ? L'on peut en même temps nuancer ce dernier constat : plusieurs représentants politiques des gouvernements nationaux occidentaux ont aussi accepté de voir le rôle des États diminuer car ils ont parié sur la réussite de la libéralisation des marchés à l'échelle mondiale. Curieux paradoxe de voir ces responsables politiques « subir » les conséquences de leurs « choix ».

La montée de l'individualisme, observée dans les sociétés occidentales en particulier depuis la fin des années 1960, a entraîné une décomposition du lien social à travers une lente dissolution des solidarités sociales classiques, comme celle s'étant forgée autour de l'idée marxiste de «luttres de classes» et qui fut à la base du mouvement ouvrier au XIX^e et dans la première moitié du XX^e siècle. Or, le sentiment d'une solidarité profonde avec l'Autre constitue la base de toutes actions citoyennes dignes de ce nom. Cela pose d'emblée la question de la nature du lien social dans ce nouveau contexte de mondialisation de la communication. *Qu'est-ce qui relie aujourd'hui les individus entre eux ?* Les trente dernières années ont vu émerger de nouvelles solidarités, par exemple: autour des rapports sociaux de genre ou à partir d'une conscience écologique ou encore, en fonction de croyances à caractère religieux. Mais on doit aujourd'hui réinventer un nouveau registre de solidarités citoyennes susceptibles de conduire à des actions politiques plus efficaces dans le contexte de mondialisation.

À l'aube du vingt-et-unième siècle, les nouveaux mouvements identitaires font émerger de nouvelles solidarités: féminismes, écolismes, nationalismes, fondamentalismes religieux, mouvements homosexuels, communautaires. Une question surgit ici : ces mouvements identitaires (d'ailleurs très

différents les uns des autres) constituent-ils des *mouvements sociaux* au sens où ils seraient porteurs d'une définition collective d'un adversaire à contrer dans un espace politique délimité ? Peut-on encore, comme Touraine nous y avait jadis convié, chercher à identifier les nouveaux mouvements sociaux porteurs et catalyseurs du changement à l'orée du XXI^e siècle ? Pour répondre à cette question, il faudrait identifier la nature des liens de solidarité qui lient entre eux les acteurs individuels au sein de ces mouvements affirmatifs. Liens sociaux ? Ou simples liens individuels égoïstes développés autour d'intérêts bien particuliers ? *Trois défis* pourraient marquer l'agenda politique de ce début de siècle de militants à la recherche de nouvelles formes d'expression citoyenne en contexte de mondialisation.

a. Renouveler les formes de solidarité transnationale pour contrer les délocalisations des lieux de production

Des solidarités nouvelles (mais en même temps relativement classiques) seront associées de plus en plus aux luttes syndicales de travailleurs directement concernés par les délocalisations d'entreprises ou dont les conditions de travail seront renégociées à la baisse. Ces luttes syndicales seront d'autant plus efficaces qu'elles s'orienteront vers une solidarité transnationale entre travailleurs de plusieurs pays sur plusieurs continents. Mais, de manière à ce que ce type de résistance ne coïncide pas simplement avec une nouvelle forme de corporatisme de syndiqués nantis appartenant aux pays riches, un autre type de solidarité doit émerger simultanément unissant les travailleurs du Nord aux individus maintenus dans la pauvreté dans les régions du Sud. Dans un contexte de transformations radicales des conditions de production et de la nature même du travail, une nouvelle conscience ouvrière transnationale doit émerger. Même si certains observateurs (Rifkin, entre autres) insistent pour prédire la « fin du travail », l'on doit constater que les luttes sociales autour des négociations collectives des conditions de travail demeurent encore aujourd'hui importantes et structurantes pour l'ensemble des communautés concernées.

b. Inventer des alternatives pour le développement des pays du Sud

Comme le dit Serge Latouche, théoricien du développement, le temps est peut-être venu de penser davantage en termes d'*anti-développement*. L'économie de marché ne doit plus être au centre de nos manières de penser le développement. Un travail de transformation en profondeur de nos mentalités (axé

sur la promotion d'une *culture du lien*) apparaît nécessaire si nous voulons que nos démarches d'aide concourent à une revitalisation du tissu social local dans les pays où nous intervenons. Pour Latouche, il faut « décoloniser notre imaginaire » pour nous ouvrir à une logique du don. Ce constat invite à poursuivre nos efforts vers une réorganisation en profondeur des formes d'« aide internationale au développement » en direction des pays du Sud.

Se pourrait-il que l'une des formes alternatives de résistance citoyenne à la globalisation de l'économie consiste dans la mise en place à l'échelle planétaire, de réseaux décentralisés d'une nouvelle *économie solidaire* orientée vers la prise en charge responsable et durable des personnes et des communautés démunies par elles-mêmes ? Ces nouveaux réseaux de solidarité transnationale d'aide à l'entrepreneuriat pourraient prendre appui précisément (selon les besoins des acteurs innovateurs, quand cela permet une meilleure efficacité des actions et dans la mesure où elles sont accessibles) sur les infrastructures d'information et de communication en voie d'implantation à l'échelle de la planète. Par contre, il ne faudrait pas tomber dans l'illusion que ce type d'action constitue une réponse satisfaisante à tous les problèmes. Il reste qu'il y a ici une piste à approfondir permettant de *rompre avec les modèles habituels de l'aide aux pays du Sud* entraînant l'effet pervers de la dépendance de ces derniers envers les pays fournisseurs d'aide.

Il apparaît nécessaire d'inscrire nos pratiques de dissidence en matière de développement et nos actions de résistance citoyenne à l'échelle globale dans le cadre plus large et cohérent d'un projet de société alternative, projet qui relèverait d'une autre logique que celle du marché uniforme de la mondialisation (Latouche, 2000). Au slogan « penser globalement, agir localement », il devient nécessaire d'ajouter aussi : « penser globalement, agir globalement » (Kocherry, 1999). Selon Serge Latouche, les solutions sont à rechercher à l'échelle globale dans le juste équilibre entre les pôles respectifs de l'échange marchand, de la redistribution et de la solidarité.

c. Internet peut-il favoriser le surgissement de formes nouvelles de démocratie mondiale ?

Irons-nous vers de nouvelles formes de solidarité planétaire via des pratiques originales de « cyberdémocratie » ? Internet, par exemple, pourrait-il participer à la construction d'un nouveau type de solidarité sociale à l'échelle du globe ? La mondialisation de la communication ne porte pas, heureusement, que des tendances à la marchandisation et à

l'uniformisation. C'est une réalité nouvelle qui pose des défis nouveaux, notamment à l'ensemble des mouvements locaux communautaires et associatifs que l'on retrouve aujourd'hui dans les différents pays. Ainsi, les réseaux d'échange et de communication qui se constituent via Internet pourraient-ils préfigurer une recomposition sur un mode enchevêtré de l'opposition classique entre les registres du collectif et de l'individuel ? Ces lieux de responsabilisation communautaire permettent le développement et la maîtrise de nouvelles formes d'entraide, la création de multiples *îlots de résistance* tout en mettant de l'avant une revendication internationale au «droit à la communication» qui apparaît essentielle si l'on veut assurer une forme de *sécurité culturelle* aux individus et aux communautés en contexte de mondialisation.

5- EMERGENCE D'UN NOUVEL ACTEUR HISTORIQUE DANS L'ESPACE POLITIQUE GLOBAL ?

Dans une version précédente de ce texte, je m'interrogeais sur l'émergence dans l'opinion publique de l'idée de *citoyenneté planétaire* souvent associée aux réseaux citoyens et communautaires qui inventent de nouvelles pratiques visant une participation à part entière des citoyens ordinaires au développement d'une société de plus en plus globalisée et informationnelle (Proulx, 2001). Ces pratiques créatives citoyennes se retrouvent autant au niveau local que national, régional et international, le défi pour les réseaux citoyens consistant à réussir à agir *simultanément* au niveau local et au niveau mondial (ce qu'une association comme ATTAC réussit bien). Depuis la contestation fortement médiatisée de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle (novembre 1999), il advient une transformation importante dans l'imaginaire social planétaire. Il y a en effet émergence et constitution d'une nouvelle conscience sociale critique à l'échelle planétaire. Cette parole publique internationale et critique remet en cause le modèle actuel trop exclusivement néo-libéral de la mondialisation. Après Seattle, plusieurs manifestations mondiales ont contesté une série de réunions internationales regroupant les dirigeants et fonctionnaires des organisations internationales en charge de la gouvernance mondiale. En 2000, Bangkok, Washington, Genève, Bologne, Millau, Prague, Bangalore, Melbourne, Séoul,

Nice. En 2001, Mexico, Buenos Aires, Québec, Göteborg, Gênes, Beyrouth, Bruxelles (Luneau, 2002). Dès janvier 2001, à Porto Allegre, 4 702 délégués en provenance de 117 pays se réunissaient dans le premier Forum social mondial (FSM) :

« Devenu le symbole du mouvement international de résistance à la mondialisation libérale, ce FSM est né en réponse au Forum économique mondial (WEF) de Davos où un cénacle de nantis, de dirigeants d'entreprises « globales », se réunit une semaine en janvier depuis une trentaine d'années. » (Luneau, 2002, p. 20).

Ces mouvements diversifiés et apparemment disparates, cherchant à inventer des alternatives sociales, politiques et économiques pour une autre mondialisation sont unis autour d'objectifs communs : « barrer la route à la déréglementation libérale, à la spéculation financière, aux violations des droits humains et aux atteintes à l'environnement (...), (la diminution ou l'annulation) de la dette des pays en voie de développement, le refus de la privatisation du vivant, la défense des services publics, la protection des ressources naturelles. » (Luneau, 2002, p. 20). Parallèlement, d'autres réseaux se sont constitués plus particulièrement concernés par l'appropriation citoyenne et communautaire des technologies d'information et de communication (TIC). Deux congrès internationaux réunissant des porte-paroles de ces réseaux ont déjà eu lieu (à Barcelone en novembre 2000 et à Buenos Aires en décembre 2001). Le prochain congrès aura lieu à Montréal en octobre 2002 avec pour objectifs de :

« Créer des espaces, des occasions et des outils permettant aux réseaux citoyens et autres acteurs de la société civile de procéder à la démonstration, la réflexion, la célébration et la formulation de propositions stratégiques communes. Plus spécifiquement (...), permettre l'échange, la mise en commun et la reconnaissance de pratiques d'utilisation des TIC qui sont au service d'un monde démocratique, solidaire et équitable. Démontrer l'innovation et l'expérimentation de pratiques citoyennes d'appropriation sociale des TIC. (...) Dégager les grandes lignes d'une plate-forme de propositions présentant les intérêts et aspirations de la société civile internationale quant à la fracture numérique et à l'utilisation des TIC. Cette plate-forme est destinée à alimenter les discussions en cours sur la société de l'information dont un des moments importants sera le Sommet Mondial sur la Société de l'information [organisé sous l'égide de l'ONU et de l'IUT à Genève en décembre

2003]. » (document préparatoire au Congrès de Montréal 2002, octobre 2001, p. 7)

Toutes ces rencontres internationales et ces volontés collectives d'un consensus mondial autour d'un minimum d'objectifs communs de revendication des fédérations de réseaux citoyens et associatifs à l'échelle de la planète témoignent de la nature profonde de ce qui est en train d'apparaître sociologiquement : l'émergence d'une expression globale d'un nouvel Acteur historique cherchant à s'implanter sur la scène de la gouvernance mondiale. Un acteur social semble en effet vouloir s'affirmer en synergie mais aussi en contradiction avec les deux autres acteurs occupant déjà cette scène de la gouvernance : l'État et l'Entreprise privée. Ce nouvel Acteur historique cherche donc à s'affirmer comme porte-parole légitime de la société civile internationale. Cette affirmation identitaire de la société civile internationale apparaît riche d'espoir en vue d'un dégagement des populations de l'emprise de la pensée unique associée à l'idéologie néolibérale globalitaire. Sommes-nous condamnés, à l'échelle planétaire, à ne voir surgir que des utopies sociales débordées par les paradoxes et les effets pervers, que des formes de *citoyenneté simulée* en guise d'alternatives à l'idéologie globalitaire libérale? (Proulx & Vitalis, 1999). Inversement, la nouvelle créativité communautaire qui s'exprime dans divers projets et actions d'appropriation de l'espace Internet pourrait-elle constituer une base pour l'invention de formes nouvelles de solidarité citoyenne pouvant déboucher sur des actions collectives politiquement efficaces dans l'espace public mondial? Ces actions d'appropriation se réalisent en conjonction et par différence d'avec d'autres initiatives en provenance des États et des entreprises privées. Une condition apparaît nécessaire pour que se multiplient les gestes de solidarité citoyenne à l'échelle globale: que se développe et se dissémine une « culture de responsabilité mondiale » soucieuse de bien identifier les enjeux globaux qui s'ancrent simultanément dans les actions citoyennes à l'échelle locale (Chesneaux, 1989; Mattelart, 1999).

Depuis la contestation de Seattle, les luttes internationales pour une mondialisation plus démocratique et plus humaine sont davantage publicisées. La période qui a suivi le 11 septembre 2001 aura certainement ralenti ce mouvement de publicité des luttes contre la mondialisation néolibérale, la riposte américaine en Afghanistan ayant mobilisé de manière exceptionnelle l'attention médiatique. Mais ce mouvement de

publicité planétaire des luttes pour une autre mondialisation est réapparue dès la tenue du Forum Social Mondial de février 2002 à Porto Allegre. Ce mouvement encourage le surgissement d'une pluralité de pratiques créatives, individuelles et collectives, orientées vers la recherche d'autres manières de penser et de vivre la mondialisation, des manières plus humaines d'y réfléchir et de s'y harmoniser. En même temps, les associations citoyennes doivent se montrer vigilantes devant le fait que les réseaux numériques, en tant que dispositifs socio-techniques, sont en eux-mêmes un objet et un enjeu de pouvoir, de par leur design, leur architecture et leurs axes de développement (Lessig, 2001). En ce sens, le mouvement du logiciel libre peut sans doute offrir une alternative sérieuse (en matière de développement logiciel) aux réseaux citoyens des pays nantis comme aux pays du Sud qui cherchent à participer de plain-pied au mouvement actuel de transformations structurelles et de mutation généralisée de l'économie à l'échelle du globe.

OUVRAGES CITÉS

AMBROSI, Alain (1999), « La difficile émergence des réseaux de communication démocratique dans l'espace politique global » in Proulx, S. & A. Vitalis, édts, *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, Apogée, Rennes, p. 99-122.

BARDINI, Thierry & Serge PROULX (2002), « La culture du *hack* en ligne. Une rupture avec les normes de la modernité », *Les Cahiers du numérique*, Paris, à paraître.

CASTELLS, Manuel (1999), *Le pouvoir de l'identité*, Fayard, Paris.

CHESNEAUX, Jean (1989), *Modernité-monde*, La Découverte, Paris.

DAVIS, Troy (1998), *Appel pour une démocratie mondiale*, Desclée de Brouwer, Paris.

DERY, Mark (1995), « McLuhan through the Rearview Mirror », *Educom Review*, 30 (6), p. 22-28.

GEORGE, Éric (2000), « De l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation : les cas d'ATTAC et de SALAMI », in Bardini, T. & S. Proulx, édts, « *Les promesses du cyberspace* », *Sociologie et sociétés*, XXXII, 2, p. 171-187.

GEORGE, Éric (2002), *Capitalisme et démocratie à l'ère de l'Internet. Le développement des nouveaux médias, approche socio-économique*, L'Harmattan, Paris, à paraître.

GINGRAS, Anne-Marie (1996), « Internet et démocratie : quels usages pour quelle politique? », communication au *Congrès INFORCOM*, Société française des sciences de l'information et de la communication, Grenoble, 15 novembre 1996.

KOCHERRY, Thomas Xavier (1999), « Globalization and Marginalization : A Challenge to Think Globally and Act Globally », colloque *Whose Information Society ? Citizens at the Crossroads*, University of Western Ontario, London, 21-24 octobre 1999.

LATOUCHE, Serge (1999), « Les paradoxes du développement local ou les ambiguïtés du glocalisme », conférence à la *Cinquième Université de la communication de l'Océan Indien*, St-Paul de la Réunion, 18-21 mai 1999.

LATOUCHE, Serge (2000), *La planète uniforme*, Climats, Paris.

LESSIG, Lawrence (2001), *The Future of Ideas. The Fate of the Commons in a Connected World*, Random House, New York.

LUNEAU, Gilles (2002), « À Porto Allegre, pour une mondialisation différente », *Le Monde Diplomatique*, janvier, p. 20-21.

MATTELART, Armand (1999), « Vers la mondialisation de la culture ? » in Proulx, S. & A. Vitalis, eds, *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, Apogée, Rennes, p. 17-33.

MOWLANA, Hamid (1996), *Global Communication in Transition. The End of Diversity?*, Sage, London.

PROULX, Serge (1997), « L'individu face à la mondialisation », *Sciences humaines*, hors série no. 17, Paris, juin-juillet, p. 62-64.

PROULX, Serge (1999a), « Les paradoxes de la réception médiatique au temps de la mondialisation » in Proulx, S. & A. Vitalis, eds, *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, Apogée, Rennes, p. 141-161.

PROULX, Serge (1999b), « Marshall McLuhan, l'intellectuel sans point de vue », *Quaderni*, no. 37, Paris, p. 133-142.

PROULX, Serge (2001), “Mondialisation et réseaux de communication : vers de nouvelles solidarités citoyennes” in Michel Van Cromphaut, éd., *Les mondialisations : gouffre ou tremplin ?*, L’Harmattan, collection « Économie et Innovation », Paris, p. 259-273.

PROULX, Serge & André VITALIS (1999), direction de l’ouvrage, *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, Apogée, Rennes.

RIFKIN, Jeremy (1995), *The End of Work. The Decline of the Global Labor Force and the Dawn of the Post-Market Era*, Tarcher/Putnam Book, New York.

RUANO-BORBALAN, Jean-Claude (1997), « Un seul monde? », *Sciences humaines*, hors série no. 17, Paris, p. 4-6.

TOURAINÉ, Alain (1992), *Critique de la modernité*, Fayard, Paris.